

# Cyberactivistes et société civile

## Les ambiguïtés de la révolution tunisienne

Entretien avec Romain Lecomte\*

**On a beaucoup parlé d'Internet dans la révolution tunisienne, mais les cyberactivistes ont principalement joué un rôle de relai et il ne faudrait pas sous-estimer par ailleurs les efforts d'une société civile organisée certes fragile mais dont le savoir-faire militant fut décisif. Dans la reconfiguration actuelle de l'espace public tunisien, réseaux sociaux et nouveaux médias peuvent tenir une place importante, mais qui n'est pas sans ambiguïté.**

*Quel fut le rôle d'Internet lors de la révolution tunisienne ?*

Dans le contexte autoritaire tunisien, où les médias traditionnels étaient sous la mainmise du pouvoir, Internet, malgré les multiples tentatives du pouvoir de le contrôler, a constitué un espace public alternatif permettant à l'information de circuler à l'échelle nationale et internationale. Il a également pu faciliter la coordination de mobilisations protestataires. Cependant, les médias, avec le recours de certains experts, ont selon moi contribué à diffuser une vision très simplificatrice d'un processus révolutionnaire nécessairement complexe, en se focalisant souvent sur une variable explicative et en ignorant les différentes séquences de ce processus. Par rapport à certaines analyses en vogue de la révolution tunisienne, je souhaiterais ici faire deux remarques, probablement valables aussi pour les autres pays arabes en révolte.

Tout d'abord, le rôle des « médias sociaux » a selon moi été surdimensionné (ainsi a-t-on pu parler de « Révolution Facebook », « Révolution Twitter », « Révolution 2.0. », « e-revolution », etc.) au détriment d'autres éléments. Certaines analyses, focalisées sur la nouveauté, insistant sur la dimension « cybernétique » de cette révolution, ont laissé planer l'image d'une révolution désincarnée, d'une révolution où la lutte des corps aurait été finalement bien secondaire comparée à la guerre informationnelle menée en ligne. Or, cette révolution tunisienne était tout sauf désincarnée. Pour comprendre le processus qui a conduit à la chute de Ben Ali, il faudrait ainsi commencer par redonner à la « chair » la place qu'elle mérite. Les corps ont évidemment joué le rôle principal, en tant que véhicule d'expression du mécontentement et de l'indignation et en tant que victimes de la violence des forces de l'ordre. Sans entrer dans les détails, pour illustrer ce rôle majeur des corps et de la rue, j'évoquerai ici ce qui demeure probablement les deux moments les plus marquants du processus révolutionnaire. Tout d'abord, bien entendu, l'immolation éminemment symbolique par le jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, de son propre corps. Ensuite, lors du week-end des 8 et 9 janvier, la répression extrêmement sanglante subie par les habitants des villes de Kasserine, Thala et Regueb. Ces violences commises sur les corps ont eu un effet décisif sur la suite des événements. Les nouveaux moyens de communication (téléphones portables, appareils photo numérique, Internet, chaînes satellitaires) ont surtout permis d'amplifier la charge émotionnelle suscitée par cette répression, de diffuser les images, parfois extrêmement difficiles à supporter, de ces corps violentés, mais aussi de familles criant ou pleurant de tristesse.

Ensuite, plutôt que de vouloir isoler les médias sociaux ou les chaînes satellitaires comme *le* média de la révolution, on gagnerait à analyser plus en profondeur l'articulation entre ces moyens de communication. À l'aide de téléphones portables et d'appareils photo numériques, les habitants des régions en colère se sont improvisés journalistes citoyens, ils ont mis en ligne des photos et des vidéos, parfois simplement

---

\* Romain Lecomte est chercheur en sociologie à l'Université de Liège (Belgique). Il finit actuellement une thèse sur les usages contestataires d'Internet par les Tunisiens (en Tunisie et à l'étranger), sujet à propos duquel il a publié plusieurs articles.

sur leur compte Facebook personnel. Des cyberactivistes, déjà actifs pour la plupart bien avant la révolution, parfois depuis l'étranger, ont réalisé un travail important de veille, de vérification, de centralisation et parfois même de traduction de ces informations (images, témoignages, etc.) éparpillées sur les réseaux sociaux. En Tunisie, le collectif illustrant peut-être le mieux ce type de cyberactivistes, que l'on désigne parfois par le terme *curators* en anglais, est *Nawaat*. À leur tour, les chaînes satellitaires à l'étranger se sont très largement approvisionnées sur les médias sociaux et surtout auprès de ces « curateurs », de ces collecteurs-diffuseurs d'informations. Or, ces chaînes satellitaires – en particulier *Al Jazeera* et *France 24* – ont constitué un relai très important, permettant d'augmenter la portée des informations, des images diffusées sur Internet, média dont l'accès n'était pas aussi large que j'ai pu le lire ici et là.

En effet, d'une part, la censure très importante qui touchait le Web tunisien (y compris de nombreuses pages *Facebook*, parfois aussi piratées) a réduit le nombre de Tunisiens accédant à ces informations. Tous ne souhaitaient pas utiliser des outils de contournement de la censure pour accéder à ces informations « sensibles ». D'autre part, et surtout, bien que la Tunisie possédait le taux de connexion à Internet le plus important d'Afrique, Internet y demeurait un média relativement élitiste (3 600 000 « utilisateurs » mi-2010, mais beaucoup moins de personnes *régulièrement* connectées) et, de plus, très inégalement distribué entre les différentes régions. Par exemple, suivant l'enquête nationale sur la population et l'emploi de 2008, les deux gouvernorats comportant le plus faible taux de ménages connectés n'étaient autres que Sidi Bouzid (un taux de connexion près de 10 fois inférieur à celui de Tunis) et Kasserine, dont on connaît le rôle crucial qu'ils ont joué lors de la révolution. Dans ces régions, notamment, chaînes satellitaires et téléphones portables ont permis de décupler la portée des informations accessibles en ligne.

*La société civile organisée, officielle ou non, a-t-elle su trouver sa place dans ces nouvelles formes de communication ?*

Il faut souligner que le cyberactivisme tunisien a une histoire ancienne de déjà plus d'une décennie et que, depuis la fin des années 1990, les cyberactivistes sont très critiques vis-à-vis de l'opposition tunisienne « classique » (associations et partis politiques indépendants, qu'ils soient reconnus ou non), notamment vis-à-vis de leurs modes d'action et de communication jugés dépassés. Il est vrai que, globalement, les opposants traditionnels n'ont pas saisi pleinement l'opportunité que représentait Internet pour recréer un contact avec les citoyens, dont ils avaient été coupés par des décennies d'autoritarisme. Seule une partie des rares jeunes militants de l'opposition s'y sont fortement investis.

Lors de la révolution, ces organisations ont, par la force des choses, davantage investi le cyberspace, et tout particulièrement Facebook. Cependant, en comparaison aux blogs et pages Facebook d'activistes tunisiens « non encartés » (pour reprendre une expression parfois employée par les cyberactivistes), il faut bien constater que les organisations de l'opposition se sont faites plutôt discrètes. À nouveau, ce sont plutôt des jeunes militants de l'opposition qui se sont illustrés individuellement, non pas tant en tant que leaders et organisateurs de mobilisations qu'en tant que journalistes. Ce constat ne signifie pas pour autant que les usages contestataires d'Internet lors de la révolution ont surgi « spontanément », de nulle part. En plus d'une décennie de cyberactivisme, un savoir-faire et des collectifs citoyens plus ou moins informels se sont notamment constitués.

Par ailleurs, si la direction de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), la centrale syndicale tunisienne, s'était compromise avec le régime de Ben Ali, ses militants de base, au niveau des structures régionales et sectorielles, ont joué un rôle actif pour accompagner – et non pour déclencher – la révolution tunisienne, dans la rue surtout,

mais aussi en ligne. Des appels à manifester ont ainsi été lancés par des militants de l'UGTT sur Facebook et des syndicalistes de différentes régions en colère ont également approvisionné la plateforme numérique préférée des Tunisiens en vidéos, photos et autres informations écrites. Mais l'apport des militants de l'UGTT fut, selon moi, surtout notable dans la rue, là où ils ont pu faire davantage parler leur expérience militante et fournir un appui logistique.

Si les organisations de la société civile, et les partis d'opposition exclus de fait d'un champ politique complètement verrouillé, n'ont donc pas été absentes du mouvement de protestation en ligne, je suis donc d'accord avec l'idée qu'elles n'y ont globalement pas joué un rôle central.

*Qu'en est-il de la suite du mouvement : les espaces de communication et de discussion online jouent-ils un rôle aujourd'hui et si c'est le cas, comment s'articulent-ils aux médias et à la discussion politique du « monde réel » ?*

Je pense en effet que ces espaces de communication en ligne jouent actuellement un rôle, mais ce rôle est très différent de celui qu'ils ont été amenés à jouer avant et pendant le mouvement de contestation qui a débouché sur le départ de Ben Ali. Depuis six mois, on assiste à une reconfiguration importante de l'espace public tunisien. Non seulement la peur des citoyens de parler politique hors de la sphère privée s'est largement dissipée, mais les médias traditionnels sont désormais beaucoup plus ouverts. Bien entendu, d'anciens réflexes persistent, par exemple, l'auto-censure dans les médias traditionnels n'a pas complètement disparu, tout comme la répression de certaines manifestations de rue. Mais on observe une réelle ouverture de l'espace public tunisien dans son ensemble, qui modifie le rôle des médias sociaux.

Le cyberspace ne constitue plus désormais une exception, cet îlot de relative liberté dans un espace public globalement sous la mainmise du pouvoir. L'ouverture de l'espace public tunisien a pour conséquence un décloisonnement de ses différentes composantes, une circulation beaucoup plus intense des personnes, des informations et des opinions entre les différents espaces publics partiels. Par exemple, les blogueurs tunisiens sont désormais habitués à venir donner leur avis sur les plateaux de télévision, à la radio, dans la presse écrite. Il est également de plus en plus fréquent que des blogueurs cumulent journalisme citoyen et journalisme professionnel. Et, désormais conscients de l'importance des réseaux sociaux, les responsables du gouvernement, de l'administration et les représentants de partis politiques y sont beaucoup plus présents, pour présenter leurs idées, leurs projets, mais aussi pour rendre des comptes aux citoyens. Les appels à manifester sur Facebook ont plus de chances qu'auparavant de se concrétiser dans la rue, puisque la peur d'investir la rue est moins prégnante. Les frontières entre le cyberspace et la rue et entre le cyberspace et les médias traditionnelles sont donc désormais plus poreuses.

Un peu plus de la moitié de la population tunisienne a moins de 30 ans : Internet constitue et constituera le média privilégié de cette jeunesse qui a constitué de moteur de la révolution, un média dont l'accès devrait encore se démocratiser dans les années à venir. Cependant, à côté de ces constats positifs, ces changements touchant l'espace public en ligne posent également de nouvelles difficultés. En particulier, l'inflation du débat politique et des informations, favorisée par les réseaux sociaux, contribue à la prolifération de rumeurs, à l'instauration d'une incertitude généralisée. Chaque jour, de « nouveaux journalistes citoyens » ou « cyberactivistes » émergent et, contrairement à avant, les internautes tunisiens ne savent plus à quel sein de vouer. Cet état de désordre informationnel est l'un des nombreux défis qui vont devoir être relevés dans les mois et les années à venir, et le rôle des « curateurs », de collecteurs et filtreurs d'informations en ligne ayant acquis avec le temps une certaine légitimité, va certainement s'avérer déterminant.

*Le couvercle peut-il se refermer, les autorités peuvent-elles prendre le contrôle des réseaux ? (et cette crainte existe-t-elle dans le monde arabe ?)*

Tout d'abord, je pense que, et ce n'est pas faute d'avoir essayé, les Etats arabes n'ont jamais pu complètement refermer le couvercle, celui-ci est toujours demeuré entrouvert. La contestation en ligne en Tunisie a déjà une histoire ancienne et, au fil des années, le nombre et la diversité des critiques et des actions collectives en ligne se sont accrus, alors que le pouvoir enrichissait le répertoire de ses pratiques de surveillance et de contrôle. La censure à l'emporte-pièce du Web tunisien, par exemple, a davantage généré de mobilisations protestataires qu'elle n'en a fait taire. Evidemment, cela ne veut pas dire que ces pratiques liberticides ont été sans effet, en particulier pour générer de l'auto-censure et des formes de critique déguisées, indirectes, et donc moins percutantes.

Pour revenir à votre question, je pense que oui, la crainte du retour d'une gestion autoritaire du cyberspace existe, et cette crainte me paraît assez compréhensible. Le 13 janvier, Ben Ali a pris la décision de lever intégralement la censure d'Internet en Tunisie, ce qui a eu le l'effet contraire de celui qu'il espérait... Mais, depuis, la censure est déjà revenue par la petite porte. Tout d'abord, ce sont quelques pages Facebook particulièrement virulentes, notamment vis-à-vis de l'institution militaire, qui ont été bloquées, suite à une réquisition du juge d'instruction auprès du tribunal militaire. Et c'est désormais le blocage des sites pornographiques qui pourrait bien être confirmé par la cours d'appel dans les semaines qui vont suivre. Le danger est bien évidemment que cette censure, effectuée au nom de la « morale » et des bonnes mœurs, trace la voie à une censure de plus en plus étendue. Selon moi, informer les parents sur les outils permettant de restreindre l'accès de leurs enfants à certains contenus serait une bien meilleure solution.

Malgré ces risques, et malgré d'autres difficultés que rencontrent inévitablement le processus de transition en Tunisie, je demeure cependant optimiste. Jusqu'à maintenant, les Tunisiens, notamment les jeunes, ont su faire preuve de vigilance. Comme beaucoup de cyberactivistes me l'ont expliqué, ils ne veulent plus revivre le scénario du « Régime du Changement » où, séduits par les promesses et signes d'ouverture proposés par Ben Ali au début de son règne, eux ou leurs parents n'ont pas vu venir le retour à un régime autoritaire, un régime dont la répression s'était dans un premier temps essentiellement focalisée sur les islamistes...

*Propos recueillis par Richard Robert*